

Mission(s)	
ATHAND, HAND, LE, LP (L*+P1), PS, SEI (*)	
Nos références	Date
170C244C <sup>1</sup> (170-C-2023-0042)	17/02/2025

## COMMUNE DE CHADENAC - REHABILITATION DE LA SALLE DES FETES

### RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	COMMUNE DE CHADENAC	Maître d'ouvrage	mairie@chadenac17.fr
Copie	Atelier Parc - François Picq & Julie Pannetier - PANNETIER Julie	Architecte	juliepannetier@hotmail.fr
	Socotec smart solution	BET Fluides	nicolas.lebrun@socotecsmartsolutions.fr
	BATI CONSEIL	BET Structure	be@baticonseil.fr

**Auteur(s):** Le chargé d'affaire, Rémi DAVID - L'ingénieur, Dorothée DENIS - Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND - Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Fabrice DEMARLY

Le chargé d'affaire,  
Rémi DAVID

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 24/01/2025  
Motif : réponse transmise par l'architecte le 05/02/2025 et le 14/02/2025  
Le dossier PRO n'est pas réanalysé.



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes  
par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	8
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	9
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	10
VIII.2 - Solidité des existants.....	22
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	24
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	25
VIII.5 - Classement et référentiel.....	33
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	35
VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (*).....	49
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	51

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Rapport Initial de Contrôle Technique pour la réhabilitation de la salle des fêtes

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 24/01/2025

Motif : réponse transmise par l'architecte le 05/02/2025 et le 14/02/2025

Le dossier PRO n'est pas réanalysé.

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°170-C-2023-0042 et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L\*+P1)
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Rémi DAVID

L'ingénieur, Dorothee DENIS

Le vérificateur des installations électriques, Bruno BERTRAND

Le vérificateur des installations thermiques et fluides, Fabrice DEMARLY

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

#### Maître d'ouvrage

COMMUNE DE CHADENAC  
42 RUE DE LA MAIRIE  
17800 CHADENAC

#### Architecte

Atelier Parc - François Picq & Julie Pannetier  
20 Boulevard Denfert Rochereau  
17500 JONZAC

BET Fluides  
Socotec smart solution  
27, avenue Victor-Louis Bachelar  
17300 ROCHEFORT

BET Structure  
BATI CONSEIL  
9, avenue de la Charente  
17300 ROCHEFORT

## **IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération**

Rehabilitation de la salle des fetes

Adresse de l'opération :  
COMMUNE DE CHADENAC -  
17800

## **IV.3 - Montant prévisionnel des travaux**

600 000 Euros HT

## **IV.4 - Calendrier des travaux**

Début des travaux : 0000-00-00  
Durée prévisionnelle des travaux : 8 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

### - Etude de sol - Date : 19/12/2024 - Réception : 24/01/2025

Etude G2-AVP n° W24-509

### - Plans architectes - Date : Décembre 2024 - Réception : 23/12/2024

PRO 01 : Plan de situation  
PRO 02 : Etat des lieux: plan de masse 1/500°  
PRO 03a : Etat des lieux: plan 1/100° partie 1  
PRO 03b : Etat des lieux: plan 1/100° partie 2  
PRO 04 : Etat des lieux: façades 1/200°  
PRO 05 : Désamiantage  
PRO 06a : Projet: plan de masse 1/500°  
PRO 06b : Projet: plan de masse 1/200°  
PRO 07 : Projet: plan 1/100° partie 1  
PRO 08a : Projet: coupe BB' 1/100°  
PRO 08b : Projet: coupe CC' 1/100°  
PRO 08c : Projet: coupe DD' 1/100°  
PRO 08d : Projet: coupe EE' 1/100°  
PRO 09 : Projet: façades 1/200°  
PRO 10 : Projet : plan de localisation des plafonds et sols  
PRO 11 : Projet : mobilier  
PRO 12 : Projet : carnet de menuiseries

### - Descriptifs - Date : Décembre 2024 - Réception : 23/12/2024

Descriptif des lots  
01 désamiantage  
02 Gros oeuvre  
03 Charpente métal et bois  
04 Couverture zinguerie  
05 Menuiseries extérieures  
06 Serrurerie  
07 Cloisons doublages plafond  
08 Menuiseries bois - agencement  
09 Revêtement de sol - faïence  
10 Plomberie - Chauffage - Ventilation  
11 Électricité  
12 Peinture

### - Plans structures - Date : 19/12/2024 - Réception : 23/12/2024

Plan de : FONDATIONS PLANCHER BAS RDC / SOUS CHARPENTE CHARPENTE BOIS / CHARPENTE METALLIQUE

### - Plans fluides - Date : 19/12/2024 - Réception : 23/12/2024

Plans n° PB01 et PB02 Principe plomberie sanitaire  
Plans n° CH01 et CH02 Principe chauffage  
Plans n° EL01 et EL02 Principe électricité

### - Arrêté de PC et PV de la commission de sécurité - Réception : 12/09/2024

PV de la commission de sécurité et arrêté de PC

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Architecte - Atelier Parc - François Picq & Julie Pannetier

- \* La porte entre la circulation et la salle des fêtes devra bénéficier au minimum d'un degré PF 1/2h.  
CCTP EXE
- \* L'isolant mis en oeuvre a une réaction au feu F (présence du papier kraft) et non comme demandé dans l'article AM8 A2-s2,d0. Attention, il faudra aussi justifier la réaction au feu du pare vapeur mis en oeuvre.  
Ainsi si l'isolant est conservé, il conviendra de le protéger par un matériau présent dans l'annexe 2 : Guide des isolants combustibles (BA18 par exemple).  
Le plafond 600\*600 ne fait pas partie des matériaux décrits dans ce guide, le PV de résistance au feu le justifiant sera à transmettre. Le plafond acoustique en plaque perforées non plus (isolant en laine nu prévu au CCTP).

En attente du CCTP à jour. Il a été mentionné un isolant nu en échange téléphonique.

### BET Fluides - Socotec smart solution

- \* Justifier l'ajout de l'isolant en sous face de la toiture terrasse, ceci risque d'engendrer un risque de condensation.  
Un calcul du point de rosée sera à transmettre pour justifier la solution.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* Il n'est pas conseillé de mettre un bloc de secours sur une porte qui donne sur un local à risque (porte entre la salle et la plonge).  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* SEI :  
Après dépose de la cuve fioul existante, l'entreprise adjudicataire doit établir un certificat garantissant la bonne exécution des opérations d'inertage de la cuve fioul existante.  
Un exemplaire sera à nous transmettre.  
A préciser.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* SEI :  
Au droit des traversées des parois du local "Stockage" (local classé à risques importants), il doit être installé des clapets CF 2 heures sur les conduits aérauliques quelque soit leur diamètre.  
Des clapets CF 2 heures sont prévus au CCTP lot 10 §5.2.11 mais ne sont pas représentés sur les plans n° CH01 et CH02 du 19/12/2024.  
A préciser et fournir des plans coupes.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* SEI :  
Le plafond CF 1/2 heure assurant la stabilité au feu de la charpente métallique au sens de l'article CO13, ne doit en aucun être traversé par les conduits aérauliques. **Dans ce cas, envisager la pose de clapets CF n'est pas autorisé par le règlement de sécurité.**  
A préciser notamment pour les conduits de rejet d'air et de prise d'air neuf de la CTA.  
Fournir des plans coupes  
*Réponse 14/02/2025 : Les plans mis à jour par le BET Fluide font apparaître des clapets coupe feu, alors qu'il n'est pas autorisé la pose de clapet, comme mentionné ci-dessus.*
- \* SEI :  
En complément de la coupure CTA, l'arrêt d'urgence ventilation prévu au CCTP lot 11 §3.7 doit également couper l'alimentation électrique des 4 unités intérieures gainables de climatisation prévues installées dans la salle des fêtes.  
A préciser.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* SEI :  
Les zones d'exclusion définies à l'article CH35 §3a vis à vis des raccords démontables des unités intérieures et extérieures de climatisation fonctionnant au R32 doivent être respectées.  
A préciser.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE, attention à la proximité avec les appareils d'éclairages, distance à respecter (article CH35).
- \* Il conviendra de réaliser la séparation des circuits desservant les locaux et dégagement public et non public.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE

## **BET Fluides - Socotec smart solution**

- \* Il conviendra de nous communiquer pour avis les schémas électrique, plan d'implantation matériel et fiche technique matériel  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus devront être reliés aux éléments stables de la construction.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* L'éclairage de la salle doit être basé sur un flux lumineux minimal de 5 lumens par mètre carré de surface du local pendant la durée assignée de fonctionnement.  
Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
- \* SEI :  
Au-dessus de 20 kW de puissance installée dans la cuisine, ce local doit comporter un système de ventilation permettant l'amenée d'air et l'évacuation des buées et des graisses, et présentant les caractéristiques suivantes :
  - Les hottes ou les dispositifs de captation sont placés au-dessus des appareils de cuisson et construits en matériaux classés M0 ou A2-sl, d0 ;
  - Les conduits d'évacuation doivent être métalliques et rigides ;
  - A l'intérieur du bâtiment et en dehors du volume de la grande cuisine, les conduits et leur gaine éventuelle doivent assurer un degré coupe-feu de traversée équivalent au degré coupe-feu des parois traversées avec un minimum de 60 minutes ou EI 60 (i↔o) ;
  - Les hottes ou les dispositifs de captation doivent comporter des éléments permettant de retenir les graisses et pouvant être facilement nettoyés et remplacés.A préciser.  
Réponse 05/02/2025 : Il n'est pas prévu d'installation de matériels au projet, le Maitre d'ouvrage devra respecter les règles de sécurité en vigueur (article GC10).  
La cuisine créée n'est pas prévue pour recevoir des installations supérieures à 20 kW, si cela devient le cas, le maitre d'ouvrage devra respecter le paragraphe ci-dessus. Nous attester la prise en compte de ces éléments par le maitre d'ouvrage.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### SECURITE INCENDIE

#### Chauffage / climatisation / ventilation

- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Canalisation de chauffage (hors canalisation métallique) : PV de réaction au feu
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement
- Clapet coupe-feu : Certificat de marquage NF S 61-937-5
- Clapet coupe-feu terminal : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement



## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

## VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>HYPOTHESES GENERALES</b>		
	<b>Référentiel de calcul applicable</b>	PM	L'ensemble des calculs seront réalisés aux Eurocodes
	<b>Vent</b> Zone de vent Catégorie de terrain	PM PM	zone 2 supposé IIIa
	<b>Neige</b> Zone de neige et altitude	PM	région A2
	<b>Protection contre les termites</b>	PM	Dans le cadre de sa mission L, Bureau Alpes Contrôles ne donne pas d'avis sur les obligations relatives à l'arrêté du 27 juin 2006.
	<b>CONTEXTE GEOTECHNIQUE</b>		
	<b>Moyens de l'étude géotechnique</b> Mission confiée au géotechnicien	AF PM	<u>Etude de sol G2-AVP</u> Pour rappel : Une mission G2 - PRO réalisé par un BET géotechnique est à nous communiquer afin de valider les hypothèses initial. Dans un double objectif de gestion des aléas géotechniques majeurs et de prise en compte des descentes de charges plus complètes au niveau PRO/DCE, l'étude géotechnique G2PRO à minima est imposée par le DTU 13.2.
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	PM	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 sondages de reconnaissance réalisés à la tarière hélicoïdale continue diamètre 63 mm descendus à 5 m de profondeur par rapport à la surface topographique le 11/12/2024, et associés à des essais de sol au pressiomètre (Norme NF P 94-110). Ces sondages sont notés SP1 et SP2.</li> <li>• 1 sondage de reconnaissance réalisé à la tarière hélicoïdale continue diamètre 89 mm descendu à 1,5 m de profondeur par rapport à la surface topographique le 11/12/2024, et associé à 1 essai de perméabilité de type PORCHET. Ce sondage est noté I1.</li> <li>• 1 reconnaissance de fondation à la pelle pioche, notée R1.</li> </ul>
	<b>Contexte géotechnique</b> Stratigraphie générale	PM	<input type="checkbox"/> Couche 1 : de la terre végétale argilo-limoneuse, de couleur dominante brune, grise, contenant des cailloutis calcaires, sur les épaisseurs suivantes : Sondage (n°) Ep. (m) SP1 0,5 SP2 0,5 I1 0,5  <input type="checkbox"/> Couche 2 : des calcaires marneux, de couleur dominante beige-gris, reconnus au-delà.
	Hydrogéologie	PM	Des niveaux d'eaux ont été relevés aux profondeurs suivantes par rapport à la surface topographique, le 11/12/2024 :  Sondage (n°) SP1 : En fin de forage 4,5 m / En fin de chantier 3,9 m

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>TERRASSEMENTS</b>  <b>DALLAGES</b>  <b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs et assise du dallage Dallage conforme au DTU13.3 adapté à l'usage et au contexte de l'ouvrage	AF PM	<p>Si les planchers bas sont mis en œuvre sur les terrassements (dallages sur terre-plein), on respectera les précautions de réalisation suivantes :</p> <p>1. Travail de préférence en période météorologique favorable : favoriser un état hydrique moyen pour les sols, éviter les périodes pluvieuses ou post pluvieuses. Dans le cas contraire la grande sensibilité à l'eau des sols entraînera vraisemblablement des purges complémentaires et l'épaississement de la couche de forme. En effet, une couche superficielle de boue aura tendance à se former à l'interface avec les calcaires (couche 2) lorsqu'ils sont circulés par les engins de terrassements en période pluvieuse et/ou post-pluvieuse.</p> <p>2. Purge de la totalité de la terre végétale (couche 1), des éventuelles remblais, poches médiocres et des sols détériorés par les engins de terrassement ou par les eaux de pluie, des anciennes maçonneries enterrées pouvant constituer des points durs. Dans l'impossibilité, faire porter les planchers bas par les fondations.</p> <p>3. Compactage soigné du fond de forme composé par les calcaires marneux (couche 2) afin d'obtenir une bonne couche d'assise aux nouveaux remblais.</p> <p>4. Mise en place des remblais de substitution ou d'alignement de niveau traités en couche de forme, et/ou d'une couche de forme de 20 cm d'épaisseur minimale, en concassé de roche dure non gélive de type concassé calcaire ou diorite, fraction 0/20 mm ou 0/31,5 mm, ou en grave propre et bien graduée compactée à 95 % de l'Optimum Proctor Modifié (O.P.M.).</p> <p>5. Contrôle de la couche de forme à l'aide d'essais de détermination du module sous chargement statique à la plaque EV2 selon la norme NF P 94-117-1 et de détermination du module sous chargement statique EV1 et du rapport de compactage EV2/EV1 selon le mode opératoire LCPC-CT2. La valeur minimale du module EV2 devra être de 50 MPa avec un rapport EV2/EV1 inférieur à 2,2 ; s'assurer de résultats homogènes sur la plateforme.</p> <p>6. Les dallages extérieurs seront bordés par une bêche périphérique descendue au moins à 0,5 m de profondeur.</p>
	<b>Dispositions particulières</b> Plateforme support du dallage - Conditions d'assise  - Contrôles de la couche de forme - Maintien hors gel du sol d'assise du dallage	PM  AF AF	<p>2.6.1 Fond de forme</p> <p>Mise en place d'une couche de réglage en matériaux graveleux non gélifs et insensibles à l'eau (exempt de fines ou ballast) de granulométrie 0/31.5 ou 0/20, de 10 cm d'épaisseur correctement compacté.</p> <p>prévu au CCTP</p>
	<b>FONDATIONS</b>  <b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs du système de fondations	AF AF	<p>Semelle filante</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges</p> <p><b>SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE</b></p> <p><b>Dispositions particulières</b></p> <p><b>Eléments porteurs verticaux</b> Murs et Voiles</p> <p><b>Soubassements</b> Nature du matériau</p> <p><b>CONSTRUCTION EN BOIS</b></p> <p><b>CONSTRUCTION A OSSATURE BOIS</b></p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b> Barrières à l'eau et à la vapeur</p> <p><b>STRUCTURE BOIS</b></p> <p><b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs de charpente et structure - Charpente traditionnelle</p>	<p>PM</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>PM</p>	<p>Les sondages ont permis de mettre en évidence sous une couche de terre végétale (couche 1), d'environ 0,5 m d'épaisseur, des calcaires marneux résistants (couche 2).</p> <p>Dans ces conditions, les nouvelles structures pourront être fondées par semelles et/ou massifs ancrés dans les calcaires (couche 2).</p> <p>6.1 NIVEAUX MINIMUM D'ASSISE</p> <p>Les semelles et/ou les massifs seront ancrés au minimum de 0,2 m dans les calcaires (couche 2). En conséquence, les profondeurs minimales des assises au droit de nos sondages seront par rapport à la surface topographique, le 11/12/2024 :</p> <p>Sondage (n°) Prof. (m) SP1 0,7 SP2 0,7</p> <p><del>Préciser si des zones de soubassement par rapport au niveau du plancher intérieur sont enterrées, si oui, une étanchéité sous avis technique sera à prévoir.</del></p> <p>Réponse MOE : absence de zone de soubassement enterré, si cela devient le cas, il sera prévu une étanchéité sous avis technique.</p> <p>Charpente des cuisines Fourniture et pose de chevrons bois en Pin Sylvestre ou Epicéa (certifié PEFC - Origine France) bois sec et calibré, livré traité classe II. Caractéristiques : - Section 75/80 bruts traités, Charpente du local stockage des cuisines Fourniture et pose de poutres bois en Pin Sylvestre ou Epicéa (certifié PEFC - Origine France) bois sec et calibré, livré traité classe II. Caractéristiques : - Section 75/175 bruts traités,</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>CHARPENTE METALLIQUE ou MIXTE</b>  <b>Principe constructif général et stabilité</b> Eléments constitutifs de charpente  <b>Dispositions particulières</b> Adaptation au milieu	AF    AF	Charpente métallique au niveau de la couverture de la terrasse extérieure (poteaux, poutre et pannes)    Tous les aciers seront protégés contre la corrosion par un traitement de galvanisation suivant les normes en vigueur.
	<b>COUVERTURE / ZINGUERIE</b>  <b>COUVERTURE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude &lt;900 mètres)</b>  <b>Principe constructif général</b> Eléments constitutifs de la couverture adaptés à la toiture  Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture	PM  AF	Il est prévu une couverture en bac acier avec pente de 5% noté au descriptif dans la cuisine et terrasse extérieure, les supports sont en bois pour la cuisine et métal pour la terrasse extérieure. <del>La cuisine étant accessible au public, avec présence de siphon de nettoyage, et matériel de plonge existant, son classement hygrométrique est donc assimilable à de la forte hygrométrie (EB+); le DTU 40.35, exclu la pose de ce type de couverture (bac acier) dans des locaux à forte hygrométrie.</del> <b>Un BET Fluide devra justifier le classement hygrométrique du local (DTU 40.35).</b>  <del>Si l'avis ci-dessus est modifié, la toiture créée est considérée comme une toiture froide (ventilation prévue), ainsi il conviendra de respecter du DTU 40.35 (Bac acier avec régulateur de condensation, ventilation, pare vapeur etc...).</del> <del>Pour rappel la solution de couverture en bac acier est soumis à des risques de condensation, ceci sont augmenter dans un local à "forte" hygrométrie.</del>  Réponse au RICT 1 : BET flude zone en moyenne hygrométrie, réchauffage.
	<b>Dispositions constructives particulières</b> Toiture froide : dispositions de ventilations	PM	Si l'avis ci-dessus est modifié, ainsi la toiture créée est considérée comme une toiture froide (ventilation prévue), ainsi il conviendra de respecter du DTU 40.35 (Bac acier avec régulateur de condensation, ventilation, pare vapeur etc...).Pour rappel la solution de couverture en bac acier est soumis à des risques de condensation, ceci sont augmenter dans un local à "forte" hygrométrie.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE</b></p> <p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE PLAINE (altitude &lt;900 m)</b></p> <p><b>Principe constructif général</b>  Élément porteur adapté à la destination  Pente minimale adaptée à la destination  Hygrométrie des locaux compatible avec la toiture  Risque de condensation</p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b>  Evacuation : nombre et section des entrées d'eau pluviale (EEP)  Traitement de points singuliers  Protection du complexe  Ouvrage non traditionnel</p> <p><b>TOITURE TERRASSE ETANCHEE EN CLIMAT DE MONTAGNE (altitude &gt;900 m)</b></p> <p><b>Principe constructif général</b>  Respect des dispositions du DTU 43.11</p> <p><b>Dispositions constructives particulières</b>  Traitement des points singuliers  Ouvrage non traditionnel</p> <p><b>FACADES ET PIGNONS</b></p> <p><b>BARDAGES et VETURES</b></p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>AS</p>	<p>Il est prévue : Toiture mono-pentée pente limitée à 5% conformément aux plans et coupes de l'Architecte (aucune sortie de toit et plaques nervurées de longueur égale à celle du rampant).</p> <p>Bac en acier galvanisé avec traitement régulateurs de condensation de la sous-face adapté à la nature des locaux.</p> <p>Fourniture et pose de faîtière frontale aérée avec pare-neige réf. ATFA1 ou A2 de chez ARCELOR MOITALL ou similaire</p> <p>- Mise en place, côté plafond, d'un pare-vapeur par membrane type VARIO DUPLEX de chez ISOVER (ou équivalent) permettant d'assurer également l'étanchéité à l'air, compris toutes sujétions de mise en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant et à l'aide des accessoires dédiés aux systèmes d'étanchéité à l'air ISOVER.</p> <p>- Matelas de laine minérale avec 1 face pare-vapeur côté plafond, posés en 2 couches croisées, type IBR Revêtu Kraft et nu de chez ISOVER ou équivalent pour une épaisseur totale 300 mm et une résistance thermique certifiée de <math>R \geq 7,50 \text{ m}^2\text{C/W}</math> pour les deux bâtiments.</p> <p>L'isolant doit être autostable et laisser place à la ventilation sous bac.</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p><b>Justifier l'ajout de l'isolant en sous face de la toiture terrasse, ceci risque d'engendrer un risque de condensation.</b>  <b>Un calcul du point de rosée sera à transmettre pour justifier la solution.</b>  <b>Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE</b></p> <p>Ces ouvrages n'assurent pas l'étanchéité à l'air et à l'eau qui est assurée par la paroi support.</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>REVETEMENTS MURAUX EXTERIEURS</b>	PM	Un bardage résille est prévue en option, il conviendra de s'assurer qu'un enduit est présent sur la maçonnerie, il conviendra de nous confirmer la réalisation de ce bardage en phase DGE. Réponse 05/02/2025 : Bardage à voir en EXE, si pas mis en œuvre, un enduit est prévu
	<b>Enduits sur béton ou maçonnerie</b> Supports	AF	
	<b>MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE</b>		
	<b>MENUISERIES EXTERIEURES</b>		
	<b>Principe constructif général</b> Compatibilité du choix de menuiseries avec l'environnement	AF	Les menuiseries (dormants et ouvrants) seront réalisées à l'aide de profilés à rupture de pont thermique faisant l'objet d'un marquage NF-PROFILE RPT ou d'une homologation de gamme ou d'un Avis Technique. Classement AEV : A*3E*5V*A3
	<b>Dispositions constructives particulières</b> Dimensions des châssis	PM	La dimension des châssis doit respecter les avis technique du fabricant, non précisé à ce stade du projet
	<b>GARDE-CORPS</b>	SO	non prévu au projet
	<b>MENUISERIES INTERIEURES</b> Blocs-portes	AF	Protection : pour les portes intérieures donnant sur l'espace de production (cuisine et plonge) : - mise en œuvre de blocs-portes insensible à l'humidité de type Thalasso de chez HUET (ou équivalent) comprenant : <input type="checkbox"/> vantail avec cadre polymérisé densité 1000 kg/m3, <input type="checkbox"/> parements par placage 2 faces stratifiées 30/10e gamme HUET THALASSO, <input type="checkbox"/> âme polypropylène synthétique, <input type="checkbox"/> épaisseur de 40mm à chants droits <input type="checkbox"/> montage sur huisseries PVC ou métallique laqué en usine. - protection des pieds de porte par plaques en inox brossé de 40 cm de hauteur sur chaque face, type PLAC'INOX de chez SPM (ou équivalent).
		AF	Cabine de WC en stratifié compact Fourniture et pose de cabines préfabriquées de modèle CORAIL de la société FRANCE EQUIPEMENT ou équivalent comprenant :
	<b>ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES</b>		
	<b>Principe constructif général</b>		



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Adaptation du support et du procédé	AF	09.2.4 Protection à l'eau sous carrelage  - Système d'Etanchéité Liquide (S.E.L.) sous carrelage, à composants pré-dosés : ciment, sable siliceux, adjuvants spécifiques et résine en dispersion, suivant le classement des locaux et suivant les supports en respectant le cahier de prescriptions techniques, sous avis technique du CSTB ou d'un cahier des charges approuvé par un organisme de contrôle, composé de :
	<b>REVETEMENTS</b>		
	<b>REVETEMENTS DE SOL</b>		
	<b>Chapes</b>		
	<b>Principe constructif général</b>		
	<b>Dispositions particulières</b>		
	Type de chape		Isolant + chape extension  Réalisation d'une chape flottante et isolante comprenant : - écran d'étanchéité et de désolidarisation par film polyéthylène mis en place sur la dalle béton du gros-œuvre, - isolation sur dalle béton du gros-œuvre type TMS des Ets EFYOS ou équivalent bénéficiant d'une certification ACERMI certifiant les performances demandées : □ ép. 100 mm pour un $R \geq 4,65 \text{ m}^2\text{°C/W}$ , - remontée en plinthes de l'isolant par bande de rive en polyéthylène avec jupe adhésive type EFIRIVE, compris toutes sujétions de pose suivant prescriptions du fabricant, - chape flottante au mortier de ciment, coulée sur panneaux conformément au DTU 26-2, épaisseur minimum : 5 cm ou 6 cm suivant nature de la sous-couche isolante + armatures par treillis soudé ou par fibres polypropylène sous avis technique,
	Isolant	AF	<del>Il n'est pas conforme de réaliser des chapes fluides en pose flottante (isolant) en présence de siphon de sol dans la cuisine.</del> <del>Il conviendra de s'assurer que l'avis technique du procédé de SEL valide la pose sur isolant + siphon.</del>
	Présence de siphon, pentes	PM SO	Réponse 05/02/2025 : Siphon supprimé de la zone de travaux (zone stockage cuisine), dans l'existant celui-ci est non modifié. TMS <del>Il n'est pas conforme de réaliser des chapes fluides en pose flottante (isolant) en présence de siphon de sol dans la cuisine.</del> <del>Il conviendra de s'assurer que l'avis technique du procédé de SEL valide la pose sur isolant + siphon.</del>
	Locaux des Grandes Surfaces ou à charges d'exploitation élevées		Réponse 05/02/2025 : Siphon supprimé de la zone de travaux (zone stockage cuisine), dans l'existant celui-ci est non modifié.
	<b>Carrelages</b>		
	<b>Principe constructif général</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>Usage des locaux</p> <p><b>Dispositions particulières</b></p> <p>Revêtement</p> <p>- Type et classement QB-UPEC</p> <p><b>Locaux des Grandes Surfaces ou à charges d'exploitation élevées</b></p> <p><b>REVETEMENTS MURAUX</b></p> <p><b>Faïences</b></p> <p><b>PARTITIONS</b></p> <p><b>CLOISONS</b></p> <p><b>Principe constructif général</b></p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>cuisine : Carreaux de grès cérame teinté dans la masse de désignation commerciale « Premier choix ou bon choix », conforme à la Norme NF P 61-405 / EN 176, format 200 x 200 mm :</p> <p><input type="checkbox"/> surface structurée antidérapante catégorie ou classe selon DIN 51097 : R 11, pour les locaux comportant une évacuation de sol,</p> <p><input type="checkbox"/> R9 pour les autres locaux,</p> <p><input type="checkbox"/> Classement UPEC : U4 P4s E3 C2,</p> <p>Carrelage Salle principale</p> <p>- Fourniture et pose en surface courante de carreaux de grès cérame rectifié et coloré dans la masse de chez NOVOCERAM, teinte et format :</p> <p><input type="checkbox"/> Série Tiber pour sol intérieur effet travertin</p> <p><input type="checkbox"/> Format : composition modulaire de 60x60 + 30x60 et 30x30</p> <p><input type="checkbox"/> Epaisseur : 9 mm</p> <p><input type="checkbox"/> Teinte Natural.</p> <p><input type="checkbox"/> Classement antidérapant selon norme DIN 51130 (pieds chaussés) : R10(équivalent à PC10)</p> <p><input type="checkbox"/> Classement antidérapant selon norme DIN 51097 (pieds nus) : A+B (équivalent à PN18)</p> <p><input type="checkbox"/> Classement UPEC : U4 P4 E3 C2 (60x60 cm) – U4 P3 E3 C2 (30x60 cm)</p> <p>Revêtement mural en carreaux de grès émaillé type PAVIGRES 21 Grès Technique Uni Mat, ou produit de qualité équivalente, teinte au choix du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage., désignation commerciale : « Premier choix ou Bon choix » conforme à la norme NF P 61-405/EN 176 :</p> <p><input type="checkbox"/> format : 200 x 200,</p> <p>Protection à l'eau sous faïences</p> <p>Traitement hydrofuge sous revêtements muraux titulaire d'un Avis Technique du CSTB.</p> <p>Application en 2 couches croisées sur l'ensemble des murs à carreler</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Adaptation à la destination des locaux	AF	<p>Cloisons sèches de 98 mm, type PLACOSTIL ou similaire, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> parement constitué de deux plaques de plâtre sur chaque face type BA13 standard,</li> <li><input type="checkbox"/> ossature métallique de 48 mm, constituée de rails et montants en acier galvanisé, nombre et entraxe des montants suivant respect de l'échelle des normes du fabricant,</li> <li><input type="checkbox"/> incorporation de laine minérale en panneaux semi-rigides de 45 mm d'épaisseur disposée entre les montants.</li> </ul> <p>Protection contre l'humidité</p> <p>- Plus-value sur doublages décrits aux postes ci-avant pour remplacement des plaques de plâtre standard BA13 par des plaques hydrofugées à résistance accrue à l'humidité type :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> PLACOMARINE (ou similaire) dans les locaux sanitaires,</li> <li><input type="checkbox"/> GLASROC H OCEAN (ou similaire) dans l'espace de production (Cuisine et Plonge).</li> </ul>
	<p><b>DOUBLAGES</b></p> <p><b>Principe constructif général</b></p> <p>Adaptation à la destination des locaux</p>	AF	<p>Réalisation de cloison de doublage par complexe sur ossature OPTIMA de chez ISOVER (ou équivalent) comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> parement par plaque de plâtre BA13 standard, incorporation, de laine minérale en panneaux semi-rigides avec pare-vapeur, type GR 32 Roulé Revêtu Kraft ou équivalent bénéficiant d'une certification ACERMI obligatoire pour les résistances thermiques demandées :</li> <li><input type="checkbox"/> ép. 120 mm pour <math>R \geq 3.75 \text{ m}^2\text{C/W}</math></li> </ul> <p>Protection contre l'humidité et les chocs</p> <p>- Plus-value sur doublages décrits aux deux postes ci-avant pour remplacement des plaques de plâtre standard BA13 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> par des plaques hydrofugées type PLACO MARINE, ou similaire à résistance accrue à l'humidité dans les locaux sanitaires,</li> <li><input type="checkbox"/> type GLASROC H OCEAN (ou similaire) dans l'espace de production (Plonge, zone de réchauffage et zone de stockage),</li> <li><input type="checkbox"/> type BA18S pour le Local technique et de Stockage.</li> </ul>
	<p><b>PLAFONDS</b></p> <p><b>Principe constructif général</b></p>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Comptabilité avec la destination des locaux	PM	<p>Faux-plafonds en dalles pièces sèches</p> <p>- Plafonds suspendus acoustiques type TONGA blanc de la Société EUROCOUSTIC ou produit de qualités équivalentes, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> panneaux autoportants constitués de laine de roche revêtue sur la face apparente d'un voile décoratif blanc et d'un voile de verre naturel sur la contre face,</li> <li><input type="checkbox"/> dalles de 600 x 600 à bord droit (A) pour pose avec ossature apparente,</li> <li><input type="checkbox"/> épaisseur : 40 mm (dalles type A40),</li> <li><input type="checkbox"/> performance acoustique : le coefficient d'absorption ne sera pas inférieur à 1, classe A,</li> <li><input type="checkbox"/> réaction au Feu : le plafond mis en œuvre aura le classement de réaction au feu Euroclasse A1 (blanc) et A2s1d0 (coloris et décors).</li> </ul> <p>Localisation : suivant plans et coupes de l'Architecte, soit dans la Salle des fêtes, en sous-face des parties basses formant gaines le long des façades et retour contre refend coté entrée.</p> <p>Faux-plafonds en dalles REI30</p> <p>- Faux-plafonds en dalles de description identique à la précédente mais montés sur une ossature T24 QUICL-LOCK permettant de répondre aux exigences de l'article C013 de la réglementation incendie des ERP.</p> <p>- Compris toutes sujétions de pose complémentaires pour satisfaire au rapport d'essais de référence et suivant préconisations du fabricant.</p> <p>Localisation : suivant plans et coupes de l'Architecte, soit sur le reste de la surface de la Salle des fêtes.</p> <p>Faux-plafonds en dalles pièces humides</p> <p>- Plafonds suspendus nettoyables type TONGA Hygiène de la Société EUROCOUSTIC ou produit de qualités équivalentes, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> dalles constituées de laine de roche revêtue sur la face apparente d'un voile de verre revêtu de la finition Boreal et d'un voile de verre naturel en contre face, bords peints,</li> <li><input type="checkbox"/> dalles de 600 x 600 - épaisseur 22 mm à bord droit (A) pour pose avec ossature apparente,</li> </ul> <p>Localisation : pour les locaux Sanitaires, l'ensemble de la Cuisine (double plafonds) et le Bar, suivant plans et coupes de l'Architecte.</p> <p>Plafonds en plaques lisses</p> <p>Localisation : pour l'ensemble des autres locaux, suivant plans et coupes de l'Architecte, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Plafond BA 13 standard :</li> <li><input type="checkbox"/> en fermeture des placards en fond de la Salle des fêtes (juste au-dessus des portes), et pour retombée de plafond de cette même salle,</li> <li><input type="checkbox"/> en rives des parties en plaques perforées dans l'Entrée,</li> <li><input type="checkbox"/> Plafonds sous-charpente CF ½ H : dans la Salle des fêtes, en fermeture des gaines le long des façades et contre le mur de refend + au-dessus des placards, y compris en habillage des puits de jour des châssis de désenfumage,</li> <li><input type="checkbox"/> Plafonds CF 1 H dans les locaux à risques moyens : soit dans toute la zone Cuisine, le Local ménage et dans le Local technique,</li> <li><input type="checkbox"/> Plafonds CF 2 H dans le Local stockage de la Salle.</li> </ul>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
		PM	<p>Isolation thermique des derniers niveaux</p> <p>- Mise en place, côté plafond, d'un pare-vapeur par membrane type VARIO DUPLEX de chez ISOVER (ou équivalent) permettant d'assurer également l'étanchéité à l'air, compris toutes sujétions de mise en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant et à l'aide des accessoires dédiés aux systèmes d'étanchéité à l'air ISOVER.</p> <p>- Matelas de laine minérale avec 1 face pare-vapeur côté plafond, posés en 2 couches croisées, type IBR Revêtu Kraft et nu de chez ISOVER ou équivalent pour une épaisseur totale 300 mm et une résistance thermique certifiée de <math>R \geq 7,50 \text{ m}^2\text{C/W}</math> pour les deux bâtiments.</p> <p>- L'entreprise devra la fourniture et pose de l'isolation de façon à parfaitement recouvrir tous les vides et remonter légèrement l'isolation le long des parois verticales afin d'exécuter un bon calfeutrement. En bordure de toiture, l'isolant du plafond rejoindra le doublage sans diminution d'épaisseur. Les matelas seront déroulés et mise en place d'une façon très jointive afin de respecter les exigences thermiques.</p> <p>Localisation : sur l'ensemble des plafonds des Locaux, suivant plans de coupes de l'Architecte.</p> <p>07.4.4.2 Isolation acoustique sur plafonds</p> <p>- En présence de plafond perforé, interposition d'une laine minérale nu destinée uniquement à améliorer l'absorption acoustique type PAR PHONIC de chez ISOVER, épaisseur 70 mm</p> <p>Localisation : pour l'ensemble du plafond du Hall d'entrée, suivant plans et coupes de l'Architecte.</p>
	<p><b>Dispositions particulières</b></p> <p>Points singuliers</p>		

## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Mission sans objet: Zone de sismicité 2 et catégorie d'importance II (ERP de 4ème catégorie)



## VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Code de la construction et de l'habitation</b>  <b>Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants</b>	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	AF AF	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	PM	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	<b>Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.</b>		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM  PM PM PM	  A la charge du MOA
Art. 2	<b>Dispositions relatives aux cheminements extérieurs</b>		La majorité des cheminements sont existants, il est crée une rampe en extérieure
	<b>I. - Usages attendus</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>- cheminement usuel accessible depuis l'accès au terrain à une entrée principale de tout bâtiment</p> <p>- entrée dissociée en cas d'impossibilité avec signalisation et ouverture pour tous (aux heures d'ouverture public)</p> <p>- place PMR à proximité de l'entrée si le cheminement depuis l'accès au terrain n'est pas possible</p> <p><b>II. - Caractéristiques minimales</b></p> <p><b>1° Repérage et guidage</b></p> <p><b>2° Caractéristiques dimensionnelles :</b></p> <p>a) Profil en long</p> <p>Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)</p> <p>Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%</p> <p>Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné</p> <p>b) Profil en travers</p> <p>Largeur minimale 1,20m</p> <p>Dévers ≤ 3%</p> <p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour (ø=1,50m) là où un choix de cheminement est donné ainsi que devant les portes d'entrée desservies par cheminement accessible comportant un système de contrôle d'accès</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p><b>3° Sécurité d'usage</b></p>	<p>HM</p> <p>HM</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>HM</p> <p>PM</p>	<p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p><del>Nous confirmer que le niveau d'accès est accessible sans ressaut?</del>  Préciser les pourcentages de la rampe que l'on peut apercevoir sur la coupe AA'? De plus, il ne semble pas judicieux d'avoir la zone d'ouverture de la porte principale à moitié sur la zone de la rampe.</p> <p>réponse MOE : extérieur existant, adapté avec pente de 10% sur 2m (les travaux d'aménagement seront peut-être réalisé par le MOA ultérieurement.</p> <p><del>S'assurer que l'espace de manoeuvre de porte en tirant soit possible sur le parvis prévu extérieur.</del></p> <p>Réponse MOE, sur le parvis, il est prévu l'espace de manoeuvre après la porte.</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet</p> <p>Existant non modifié dans le cadre du projet, absence de plan descriptif en phase APD</p> <p><del>Nous confirmer que le niveau d'accès est accessible sans ressaut?</del>  Préciser les pourcentages de la rampe que l'on peut apercevoir sur la coupe AA'? De plus, il ne semble pas judicieux d'avoir la zone d'ouverture de la porte principale à moitié sur la zone de la rampe.</p> <p>réponse MOE : extérieur existant, adapté avec pente de 10% sur 2m (les travaux d'aménagement seront peut-être réalisé par le MOA ultérieurement.</p>
Art. 3	<b>Dispositions relatives au stationnement automobile</b>	HM	
Art.4	<b>Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation</b>		
	<p><b>I. - Usage attendu</b></p> <p>Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.</p>	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>1° Accès</b> Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle Caractéristiques rampe : Supportant 300 kg Pentes $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Suffisamment large Non glissante Contrastée / environnement avec matériaux opaques  <b>2° Repérage</b> Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)	PM  PM  AF	
Art. 5	<b>Dispositions relatives à l'accueil du public</b>	SO	Absence de zone d'accueil de public
Art. 6	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales</b>  <b>I. - Usage attendu</b> Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.  <b>II. - Caractéristiques minimales</b>  <b>1° Caractéristiques dimensionnelles :</b>  a) Profil en long Pente $\leq 6\%$ (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m) Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit  b) Profil en travers Largeur minimale 1,20m (allées structurantes) Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m Dévers $\leq 3\%$  d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnantes sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique  <b>2° Sécurité d'usage</b>	AF AF   AF PM PM  AF PM PM	supérieure à 3m dans la zone entrée

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	AF	
	Trous et fente de dimension inférieure à 2cm	PM	
	Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).	AF	
	Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :	PM	
	Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4		
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	PM	
	Repérage des parois vitrées	AF	Prévu au descriptif
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)	PM	
Art. 7	<b>Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales</b>	SO	
Art.8	<b>Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés</b>	SO	
Art.9	<b>Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée	AF	
	Absence de gêne visuelle ou sonore	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm	PM	
	Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)	SO	
	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration	PM	absence de salle de restauration
Art.10	<b>Dispositions relatives aux portes, portiques et sas</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage des portes vitrées	AF	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	AF	
	Sas de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	AF	double vantaux de 90 cm pour les portes principales.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 m en largeur utile)	PM	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	SO	
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	PM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	PM	
	<b>3° Sécurité d'usage</b>		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	PM	
	Repérage des portes vitrées	AF	
	<b>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Repérage</b>		
Art. 12	Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel	PM	<p>détail bar :-</p> <p>Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur, sauf erreur de notre part mais la profondeur ne semble pas respectée nous mesurons 25 cm. Réponse 05/02/2025 : plan avec avec mesure de 0,30m sous le bar</p>
	Commandes électriques repérables par contraste visuel ou tactile		
	Commandes de réglage chauffage /ventilation accessibles au public repérables par contraste visuel ou tactile	PM	
	Autres commandes manuelles repérables par contraste visuel ou tactile		
	<b>2° Atteinte et usage des équipements</b>		
	Atteinte et usage des équipements électriques	SO	
	Atteinte et usage des équipements de chauffage ventilation accessibles au public	SO	
Art. 12	Atteinte et usage des autres équipements manuels		
	Hauteur 0,80 cm maxi avec vide de 30cm de profondeur X 60 cm de large et 70 cm de hauteur pour équipement nécessitant de lire, écrire , utiliser un clavier	AF	
Art. 12	<b>Dispositions relatives aux sanitaires</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	Présence d'au moins un cabinet d'aisance aménagé et d'un lavabo accessible par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance	AF	
	Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés	AF	
	Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>1° Caractéristiques dimensionnelles</b>		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre ( $\varnothing = 1,50\text{m}$ ) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur à proximité de la porte et espace manoeuvre de porte	AF	à l'intérieur
	<b>2° Atteinte et usage</b>		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	porte en poussant
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m	SO	
	Cuvettes entre 0,45 m et 0,50 m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM	
	Barre d'appui entre 0,70 m et 0,80 m	AF	Préciser la position de la barre d'appui du sanitaire (pour rappel entre 40 et 45 cm entre l'axe de la barre et l'axe du sanitaire) Réponse 05/02/2025 : plan modifié avec 45 cm!
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m. Le choix du lavabo et de la robinetterie doivent permettre un usage complet en position assis	AF	S'assurer de la position à 40 cm d'un angle rentrant du lavabo pmf Réponse 05/02/2025 : plan noté avec 40 cm d'un angle
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	PM	
	Urinoirs en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
Art. 14	<b>Dispositions relatives aux sorties</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	
Art. 14	Absence de confusion avec les sorties de secours	AF	
	<b>Dispositions relatives à l'éclairage</b>		
	<b>I. - Usage attendu</b>		
	Qualité d'éclairage (artificiel ou naturel) permettant absence de gêne visuelle et éclairage renforcé si risque de perte d'équilibre ou dispositifs d'accès ou signalétique	PM	
	<b>II. - Caractéristiques minimales</b>		
	<b>Valeurs d'éclairement moyen horizontal au sol :</b>		
	des cheminements extérieurs accessibles et parcs stationnement extérieurs : 20 lux,	HM	Existant non modifié dans le cadre du projet
	des postes d'accueil ou mobilier en faisant office : 200 lux,	SO	
	des circulations intérieures horizontales : 100 lux,	AF	
	des escaliers et équipements mobiles : 150 lux	SO	
	des circulations piétonnes des parcs de stationnement et tout autre point des parcs de stationnement : 20 lux.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Autres dispositions :</b> Extinction progressive en cas de temporisation Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence Absence d'éblouissement et de reflet sur signalétique	PM PM PM	
Art. 15	<b>Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement</b>	PM	Article 16 à 19
Art 16	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</b>	SO	
Art. 17	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement</b>	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux cabines et espaces à usage individuel</b>	SO	
Art. 19	<b>Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série</b>	SO	
Art. 20	<b>Sous-titrage en français</b> Sous-titrage en français activé sur téléviseurs dans lieux publics si fonctionnalité disponible Mise à disposition d'une notice dans lieux privés pour activer sous-titrage et audio-description		
Art. 21	<b>Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007</b>	PM	
Art. 22	<b>Date d'application : 1er janvier 2015</b>	PM	
Art. 23	<b>Publication au journal officiel</b>	PM	



## VIII.5 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Réhabilitation de la salle des fêtes de la commune d'Echebrune - salle principale de 232m².

### Description sommaire des installations :

#### - Chauffage :

Salle des fêtes : Installation de climatisation réversible à détente directe type VRV (R32).

Autres locaux : Panneaux rayonnants électriques.

#### - Refroidissement :

Salle des fêtes : Installation de climatisation réversible à détente directe type VRV (R32).

#### - Production ECS :

Chauffe-eaux électriques

#### - Ventilation :

1 installation de ventilation de confort double flux pour la salle des fêtes.

1 installation de VMC simple flux pour les sanitaires.

1 installation de VMC simple flux pour la cuisine.

#### - Stockage combustibles :

Sans objet (dépose de la cuve fioul existante).

#### - Gaz combustibles :

Sans objet

#### - Cuisson :

Fournitures et pose des appareils de cuisson et/ou de réchauffage hors marché de travaux.

Il est prévu les attentes électriques suivantes dans la cuisine :

> Four 20 kW

> Plaque de cuisson 10 kW

**Date d'application du référentiel réglementaire : 30/10/2023**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : PV de la commission de sécurité en date du 08/02/2024 référence E078.00001

Effectif du public : 232 personnes

**4ème catégorie de type L**

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PV de la commission de sécurité en date du 08/02/2024 référence E078.00001

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Arrêté du 12/12/1984 portant approbation des dispositions particulières applicables au type L
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

/

**Autres prescriptions particulières :**

/

## VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public</b>  <b>Section I - Classement des Etablissements</b> GN 1 Classement des établissements. GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux. GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.  <b>Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement</b> GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité. GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents. GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux. GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur. GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation. GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants. GN 10 Application du règlement aux établissements existants.  <b>Section III - Contrôle des Etablissements</b> GN 11 Notification des décisions. GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.  <b>Section IV - Travaux</b> GN 13 Travaux dangereux.  <b>Section V - Normalisation</b> GN 14 <b>Conformité aux normes - Essais de laboratoires.</b> GN 14 Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI GN 14 Matériels du SSI GN 14 Matériels électriques GN 14 Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson GN 14 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.  <b>Section VI - Structures provisoires et démontables</b> GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables  <b>Livre II</b>  <b>Dispositions Applicables aux Etablissements des Quatre premières Catégories</b>  <b>Titre Premier Dispositions Générales</b>	AF SO SO  PM SO HM SO PM SO AF  PM PM  HM  PM PM PM PM SO  SO	Arrêté du 25/06/1980 modifié par l'arrêté du 28/06/2024 et précédents  Cf « Classement et référentiel »  A respecter par l'exploitant.  A respecter par l'exploitant.  A fournir en cours de chantier

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre Premier - Généralités</b>		
GE 1	Objet.	PM	
	<b>Section I - Contrôle des Etablissements</b>		
GE 2	Dossier de sécurité.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
GE 3	Visite de réception.	HM	A la charge de l'exploitant.
GE 4	Visites périodiques.	HM	A la charge de la commission de sécurité.
GE 5	Avis relatif au contrôle de la sécurité.	HM	A la charge de l'exploitant.
	<b>Section II - Vérifications Techniques</b>		
GE 6	Généralités.	PM	
	Sous-section 1 – Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur		
GE 7	Conditions d'applications.	PM	Vérifications effectuées conformément à GE8 par la société Bureau Alpes Contrôles.
GE 8	Types de vérifications.	PM	
GE 9	Rapports de vérifications.	PM	Etablis selon GE9 et remis après vérifications.
	Sous-section 2 – Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents		
GE 10	Obligations des techniciens compétents lors des vérifications.	PM	
	<b>Chapitre II - Construction</b>		
<b>CO 1 - CO 5</b>	<b>Section I - Conception et Desserte des Bâtiments</b>	HM	Existant non modifié dans le cadre du projet
	<b>Section II - Isolement par Rapport aux Tiers</b>		
CO 6	Objet.		
CO 7	Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus.		
CO 8	Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis.	AF	A moins de 4 m avec vis à vis sur mur maçonné
CO 9	Isolement dans un même bâtiment entre un établissement recevant du public et un tiers superposés.		
CO 10	Franchissement des parois verticales d'isolement ou aires libres d'isolement.		
	<b>Section III - Résistance au Feu des Structures</b>		
CO 11	Généralités.	PM	
CO 12	Résistance au feu des structures et planchers d'un bâtiment occupé en totalité ou partiellement par l'établissement recevant du public - Règles générales.	PM	Établissement ERP 4ème catégorie à simple RDC: structure stable au feu 1/2h
CO 13	Cas particuliers de résistance au feu de certains éléments de structure.	SO	
CO 14	Cas particuliers des bâtiments en rez-de-chaussée.	AF	Le bâtiment bénéficie d'un classement ERP de 4ème catégorie, à simple RDC. La structure de la charpente n'étant pas visible depuis le plancher du RDC, et n'étant pas réalisé en matériaux incombustibles devra être protéger par un écran de stabilité au feu 1/2h. Au dessus de cet écran, aucun réseau (CVC, électrique) ne pourra passer dans le plenum. Il est donc prévu : Faux-plafonds en dalles REI30 sur l'ensemble du bâtiment principale + plafond coupe feu 1 h ou 2h sur les locaux de stockage et cuisine.  - Faux-plafonds en dalles de description identique à la précédente mais montés sur une ossature T24 QUICK-LOCK permettant de répondre aux exigences de l'article C013 de la réglementation incendie des ERP. - Compris toutes sujétions de pose complémentaires pour satisfaire au rapport d'essais de référence et suivant préconisations du fabricant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 15	Cas particuliers de certains bâtiments à trois niveaux au plus.	PM SO	<b>Le PV du procédé devra valider la structure porteuse et s'assurer que la mise en œuvre respecte le PV de résistance au feu</b>
CO 16	<b>Section IV - Couvertures</b> Généralités.	AF	
CO 19	<b>Section V - Façades</b> Généralités.	PM	couverture de l'extension (cuisine plonge, cuisine stockage) en bac acier  Enduit ou bardage sur maçonnerie
CO 20	Réaction au feu des composants et équipements de façades.	AF	
CO 23	<b>Section VI - Distribution Intérieure et Compartimentage</b> Généralités.	PM	<b>La porte entre la circulation et la salle des fêtes devra bénéficier au minimum d'un degré PF 1/2h. CCTP EXE</b>
CO 24	Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur).	AS AF	
CO 27	<b>Section VII - Locaux non accessibles au public, Locaux à Risques Particuliers</b> Classement des locaux en fonction de leurs risques.	PM	
CO 28	Locaux à risques particuliers.	AF	Article L8 : - un local unique de plus de 50 m³ à usage de dépôt de matériel => (local à risque important) - les locaux à usage de dépôt de matériel => (local à risque moyen)  Le local de stockage est considéré comme un local à risque important (paroi de degré CF2h et SAS CF1h et double porte CF1/2h avec ferme porte).
CO 29	Locaux à risques courants et logements du personnel.	SO	
CO 30 - CO 33	<b>Section VIII - Conduits et Gains</b>	SO	On note les issues suivantes : • porte entrée : 188 cm = 3 UP • 2 portes façade EST : 198 cm = 2 x 3UP • porte façade OUEST: 193 cm = 3 UP  S'assurer que les UP seront respectées sur site  effectif 232 personnes issues = 4 dégagements totalisant 12 UP.  <b>Il n'est pas conseillé de mettre un blocs de secours sur une porte qui donne sur un local à risque (porte entre la salle et la plonge).</b> <b>Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE</b>
CO 34	<b>Section IX - Dégagements</b> Sous-section 1 - Dispositions générales Terminologie.	PM	
CO 35	Conception des dégagements.	AF	
CO 36	Unité de passage, largeur de passage.	AF	
CO 37	Saillies et dépôts.	PM AF	
CO 38	Calcul des dégagements.	AF	
CO 39	Calcul des dégagements des locaux recevant du public installés en sous-sol.	SO	
CO 40	Enfouissement maximal.	SO	
CO 41	Dégagements accessoires et supplémentaires.	SO	
CO 42	Balisage des dégagements.	AS	
CO 43	<b>Sous-section 2 - Sorties</b> Répartition des sorties, distances maximales à parcourir.	AF	
CO 44	Caractéristiques des blocs-portes.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CO 45	Manoeuvre des portes.	AF	Barre anti panique prévues sur les portes
CO 46§1	Manoeuvre des portes.	AF	
CO 46§2	Verrouillage des portes.	SO	
CO 46§3	Dispositifs de dissuasion.	PM	
CO 47	Portes à fermeture automatique.	SO	
CO 48	Portes de types spéciaux.	SO	
CO 49 - CO 56	Sous-section 3 - Escaliers	SO	
CO 57 - CO 60	Sous-section 4 – Espaces d'attente sécurisés	SO	bâtiment à RDC avec accès sur l'extérieur
CO 61 - CO 61 §7	<b>Section X - Tribunes</b>	SO	
	<b>Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier</b>		
AM 1	Généralités.	PM	
	<b>Section I – Produits et Matériaux de Parois</b>		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	plaque de plâtre
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	plaque de plâtre ou plafond 600*600
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	carrelage
AM 8	Produits d'isolation.	AD	L'isolant mis en oeuvre a une réaction au feu F (présence du papier kraft) et non comme demandé dans l'article AM8 A2-s2,d0. Attention, il faudra aussi justifier la réaction au feu du pare vapeur mis en oeuvre. Ainsi si l'isolant est conservé, il conviendra de le protéger par un matériaux présent dans l'annexe 2 : Guide des isolants combustible (BA18 par exemple). Le plafond 600*600 ne fait pas partie des matériaux décrit dans ce guide, le PV de résistance au feu le justifiant sera à transmettre. Le plafond acoustique en plaque perforées non plus (isolant en laine nu prévu au CCTP).  En attente du CCTP à jour. Il a été mentionné un isolant nu en échangé téléphonique.
AM 9	<b>Section II - Eléments de Décoration</b>  Revêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief fixés à l'intérieur des locaux ou dégagements	PM	AM9 : Dans les locaux ou dégagements, les revêtements muraux tendus et leurs éventuels intercalaires sont de catégorie M2. Les éléments de décoration en relief fixés sur les parois verticales des locaux ou dégagements protégés ou non sont classés C-s3, d0 ou en matériaux de catégorie M2 lorsque la surface globale de tous ces éléments, projetée sur les parois verticales, est supérieure à 20 % de la superficie totale de ces parois.
	<b>Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables</b>		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	PM	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	PM	
AM 15 - AM18 § 3	<b>Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section V – Elements à vocation décorative</b>		
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol.	SO	
	<b>Chapitre IV - Désenfumage</b>		un désenfumage est existant et remplacé mais réglementairement non obligatoire (surface de plancher <300m²)
DF 1	Objet du désenfumage.	PM	
DF 2	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
DF 3	<b>Principes de désenfumage.</b>		
DF 3§1	Principes autorisés		
DF 3§2	Compatibilité avec extinction automatique à eau		
DF 3§3	Alimentation électrique du désenfumage mécanique		
DF 3§4	Alimentation pneumatique de sécurité		
DF 3§5	Interruption de la ventilation mécanique	SO	
DF 4	<b>Application</b>		
DF 4§1	Désenfumage naturel selon IT 246		
DF 4§1	Désenfumage mécanique selon IT 246	SO	
DF 4§2	Recours à l'ingénierie du désenfumage		
DF 4§3	Conformité des matériels de désenfumage		
DF 5	Désenfumage des escaliers		
DF 6	<b>Désenfumage des circulations horizontales enclouées et des halls accessibles au public</b>		
DF6 §1	Désenfumage naturel des circulations		
DF6 §1	Désenfumage mécanique des circulations	SO	
DF6 §2	Désenfumage naturel des halls		
DF6 §2	Désenfumage mécanique des halls	SO	
DF6 §3	Mise en suppression des circulations	SO	
DF 7	<b>Désenfumage des locaux accessibles au public</b>		
DF7 §1	Désenfumage naturel des locaux		
DF7 §1	Désenfumage mécanique des locaux	SO	
DF7 §2	Mise en communication des niveaux		
DF 8	Désenfumage des compartiments		
DF 9	Entretien et exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
DF 10	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	<b>Chapitre V - Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'eau chaude sanitaire</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
CH 1	Objectif et domaine d'application.	PM	La salle des fêtes sera chauffée et refroidie par une installation de climatisation réversible à détente directe type VRV composée d'une unité extérieure et de 4 unités intérieures type gainables (fluide frigorigène = R32). Les autres locaux seront chauffés par des panneaux rayonnants électriques. L'installation de chauffage existante (chaudière fioul et radiateurs à eau chaude) sera entièrement déposée. La cuve fioul existante sera également déposée (prévu au CCTP lot 02 §2.2.4.10).
CH 2§1	Règles applicables aux appareils	PM	
CH 2§2	Règles applicables aux installations	PM	
CH 3	<b>Sources énergétiques autorisées.</b>		
CH 3§1	Combustibles liquides.	SO	Cuve fioul existante déposée.
CH 3§2	Combustibles gazeux.	SO	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles CH	AF	
CH 3§3	Installations utilisant l'électricité : respect des articles EL		
CH 3 §4	Combustibles solides.	SO	
CH 4	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.



Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section II - Implantation des Appareils de Production de Chaleur</b>		
CH 5	Installations de puissance utile supérieure à 70 kW.	SO	
CH 6	Installations de puissance utile inférieure ou égale à 70 kW.	SO	Chaudière fioul existante (40 kW) déposée.
CH 7	Galeries techniques.	SO	
CH 8	Utilisation de combustibles solides.	SO	
CH 9	Evacuation des produits de combustion.	SO	Chaudière fioul existante (40 kW) et conduit de fumée existant déposés.
CH 10	Moyens de lutte contre l'incendie.	SO	
CH 11	Sous-stations.	SO	
CH 12	Générateurs électriques.	SO	
CH 12-1	<b>Installation de cogénération.</b>	SO	
	<b>Section III - Stockage des Combustibles</b>		
CH 13	Combustibles solides	SO	
CH 14	Combustibles gazeux.	SO	
CH 15	Combustibles liquides.	SO	
CH 16	Stockage des combustibles liquides en récipients transportables.	SO	
CH 17	Stockage des combustibles liquides en réservoirs fixes.	AS	SEI : Après dépose de la cuve fioul existante, l'entreprise adjudicataire doit établir un certificat garantissant la bonne exécution des opérations d'inertage de la cuve fioul existante. Un exemplaire sera à nous transmettre. A préciser. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
CH 18 à CH 22	<b>Section IV - Distribution en Phase Liquide de Butane et de Propane</b>	PM	Section abrogée par arrêté du 14/02/2000.
	<b>Section V - Chauffage à Eau Chaude, à Vapeur et à Air Chaud</b>		
CH 23	Equipement des chaudières.	SO	Chaudière fioul existante (40 kW) déposée.
CH 24	Production d'air chaud à combustion.	SO	
CH 25	Fluides caloporteurs.	SO	Installation de chauffage à eau chaude entièrement déposée.
	<b>Section VI - Eau Chaude Sanitaire</b>		
CH 26	Production d'eau chaude sanitaire.	AF	La production ECS sera assurée par des chauffe-eaux électriques : - 300 litres dans la plonge ; - 50 litres sous l'évier du bar ; - 50 litres dans le local ménage.
CH 27	Calorifugeage.	AF	Calorifuges M1 prévus au CCTP lot 10 §3.6.8
	<b>Section VII - Traitement d'Air et Ventilation</b>		
CH 28	Installation de ventilation.	PM	Dans le cadre des travaux, il sera réalisé les installations de ventilation mécanique suivantes : - une installation de ventilation de confort type double flux avec CTA (3500 m3/h) équipée d'une batterie réversible à détente directe (fluide frigorigène = R32) pour la salle des fêtes (soumise aux articles CH29 à CH40) ; - une installation de VMC type simple flux pour la cuisine (soumise aux articles CH41 à CH43) ; - une installation de VMC type simple flux pour les sanitaires (soumise aux articles CH41 à CH43).
	Sous-section 1 - Ventilation de confort		
CH 29	Température de l'air.	AF	
CH 30		PM	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000
CH 31		PM	Article abrogé par arrêté du 14/02/2000

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 32	Circuit de distribution et de reprise d'air.	AS	SEI : Au droit des traversées des parois du local "Stockage" (local classé à risques importants), il doit être installé des clapets CF 2 heures sur les conduits aérauliques quelque soit leur diamètre. Des clapets CF 2 heures sont prévus au CCTP lot 10 §5.2.11 mais ne sont pas représentés sur les plans n° CH01 et CH02 du 19/12/2024. A préciser et fournir des plans coupes. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
		AS	SEI : Le plafond CF 1/2 heure assurant la stabilité au feu de la charpente métallique au sens de l'article CO13, ne doit en aucun être traversé par les conduits aérauliques. <u>Dans ce cas, envisager la pose de clapets CF n'est pas autorisé par le règlement de sécurité.</u> A préciser notamment pour les conduits de rejet d'air et de prise d'air neuf de la CTA. Fournir des plans coupes Réponse 14/02/2025 : Les plans mis à jour par le BET Fluide font apparaître des clapets coupe feu, alors qu'il n'est pas autorisé la pose de clapet, comme mentionné ci-dessus.
CH 33	Prises et rejets d'air.	AF	
CH 34	Dispositifs de sécurité.	AS	SEI : En complément de la coupure CTA, l'arrêt d'urgence ventilation prévu au CCTP lot 11 §3.7 doit également couper l'alimentation électrique des 4 unités intérieures gainables de climatisation prévues installées dans la salle des fêtes. A préciser. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
CH 35	Equipements ou installations utilisant des fluides frigorigènes		
CH 35§2	- Dispositions applicables quel que soit le fluide frigorigène utilisé	AF	Les réseaux fluide frigorigène seront réalisés en tube cuivre avec calorifuge classé M1 (CCTP lot 10 §4.2.10).
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (hors salle des machines)	AS	SEI : Les zones d'exclusion définies à l'article CH35 §3a vis à vis des raccords démontables des unités intérieures et extérieures de climatisation fonctionnant au R32 doivent être respectées. A préciser. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE, attention à la proximité avec les appareils d'éclairages, distance à respecter (article CH35).
CH 35§3	- Dispositions applicables en cas d'emploi de fluides frigorigènes inflammables (en salle des machines)	SO	
CH 35§4 et 5	- Emploi de fluides frigorigènes toxiques ou production de froid à combustion	SO	
CH 36	Centrale de traitement d'air.	AF	La CTA sera installée dans un local technique dédié.
CH 37	Batterie de résistance électrique.	SO	
CH 38	Filtres.	SO	Débit d'air traité par la CTA = 3500 m3/h.
CH 39	Entretien des filtres.	HM	A la charge de l'exploitant.
CH 40	Unités de toiture monoblocs sans combustion	SO	
CH 40	Unités de toiture monoblocs à combustion	SO	
	Sous-section 2 - Ventilation mécanique contrôlée		
CH 41	Principes de sécurité des installations de ventilation mécanique contrôlée.	AF	
CH 42	Mise en place de dispositifs d'obturation.	AF	
CH 43	<b>Fonctionnement permanent du ventilateur.</b>	SO	
	<b>Section VIII - Appareils Indépendants de Production, Emission de Chaleur</b>		
CH 44	Définitions et généralités.	AF	
CH 45	Appareils électriques.	AF	
CH 46	Appareils à combustion.	SO	
CH 47	Limites d'emploi des appareils à combustion.	SO	
CH 48	Règles d'installation des appareils à combustion.	SO	
CH 49	Combustible.	SO	
CH 50	Conduits de raccordement.	SO	
CH 51	Evacuation des produits de combustion.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
CH 52	Appareils à combustible liquide.	SO	
CH 53	Aérothermes, tubes rayonnants et panneaux radiants à gaz.	SO	
CH 54	Système de chauffage par tubes rayonnants à génération centralisée.	SO	
CH 55	Cheminées à foyer ouvert ou fermé, inserts et appareils fonctionnant à l'éthanol.	SO	
CH 56	Appareils de chauffage de terrasse.	SO	
	<b>Section IX - Entretien et Vérification</b>		
CH 57	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
CH 58	Vérifications techniques.	PM	
GZ 1 - GZ 30	<b>Chapitre VI - Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés</b>	SO	Aucune installation de gaz combustibles n'est prévue réalisée dans le cadre du dossier PRO. Les travaux de dépose et d'installation de gaz propane prévus en phase APD ne le sont plus en phase PRO.
	<b>Chapitre VII - Installations électriques</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
EL 1	<b>Objectifs.</b>	PM	
EL 2	<b>Documents à fournir.</b>		
EL 3	<b>Définitions.</b>	PM	
EL 4	<b>Règles générales.</b>		
EL 4§1	Conformité au code du travail et aux normes applicables		
EL 4§2	Cheminement des canalisations étrangères à l'établissement		
EL 4§3	Séparation des circuits desservant les locaux et dégagements public et non public	AS	
EL 4§4	Conditions de poursuite de l'exploitation en cas de défaillance de la source normale	SO	<b>Il conviendra de réaliser la séparation des circuits desservant les locaux et dégagement public et non public. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE</b>
EL 4§5	Tension de service des équipements dans les locaux et dégagements accessibles au public	SO	
EL 4§6	Installations électriques des locaux à risques particuliers d'incendie		
	<b>Section II – Règles d'Installation</b>		
EL 5	<b>Locaux de service électrique.</b>	SO	
EL 6	<b>Matériels à haute tension ou contenant des diélectriques susceptibles d'émettre des vapeurs inflammables ou toxiques.</b>	SO	
EL 7	<b>Implantation des groupes électrogènes.</b>	SO	
EL 8	<b>Batteries d'accumulateurs et matériels associés (chargeurs, onduleurs).</b>	SO	
EL 9	<b>Tableaux "normaux".</b>	AF	
EL 10	<b>Canalisations des installations "normal-remplacement".</b>	AF	
EL 10§1	Distribution des installations par des canalisations fixes.		
EL 10§2	Câbles et conducteurs de la catégorie C2.		
EL 10§3	Conformité aux normes des systèmes de conduits, chemins de câbles et goulottes.		
EL 10§4	Obturation des traversées de parois par les canalisations électriques.		
EL 10§5	Matériaux constitutifs du coffrage des canalisations électriques.		
EL 10§6	Cheminement des canalisations d'alimentation de l'établissement		
EL 11	<b>Appareillages et appareils d'utilisation.</b>	AF	
EL 12 - EL 17	<b>Section III – Installation de Sécurité</b>	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Section IV – Maintenance, Exploitation et Vérification</b>		
EL 18	Maintenance, exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant.
EL 19	Vérifications techniques.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
	<b>Section V - Installations Temporaires</b>		
EL 20	Généralités.	SO	
EL 21	Installations de travaux.		
EL 22	Installations de dépannage.		
EL 23	Installations semi-permanentes.		
	<b>Chapitre VIII - Eclairage</b>		
	<b>Section I - Généralité</b>		
EC 1	Objectifs.	PM	
EC 2	Règles générales.		
EC 3	Définitions des différents éclairages.	PM	
EC 4	Documents à fournir.	AS	Il conviendra de nous communiquer pour avis les schémas électrique, plan d'implantation matériel et fiche technique matériel Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
EC 5	Appareils d'éclairage.	AS	Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus devront être reliés aux éléments stables de la construction. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
	<b>Section II - Eclairage Normal</b>		
EC 6	Règles de conception et d'installation.	AF	
	<b>Section III - Eclairage de Sécurité</b>		
EC 7	Conception générale.	AF	
EC 8	Fonctions de l'éclairage de sécurité.	PM	
EC 9	Eclairage d'évacuation.	AF	
EC 10	Eclairage d'ambiance ou d'anti-panique.	AS	L'éclairage de la salle doit être basé sur un flux lumineux minimal de 5 lumens par mètre carré de surface du local pendant la durée assignée de fonctionnement. Réponse 05/02/2025 : A voir en phase EXE
EC 11	Conception de l'éclairage de sécurité à source centralisée constituée d'une batterie d'accumulateurs.	SO	
EC 12	Conception de l'éclairage de sécurité par blocs autonomes.	AF	2lclairage de sécurité par BAES équipé d'une télécommande de mise au repos.
EC 13	Maintenance et entretien.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 14	Exploitation.	HM	A la charge de l'exploitant
EC 15	Vérifications.	PM	Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
AS 1 - AS 11	<b>Chapitre IX - Ascenseurs, Escaliers mécaniques et trottoirs roulants</b>	SO	
	<b>Chapitre X - Installation d'appareils de cuisson destinés à la restauration</b>		
GC 1	Domaine d'application et définitions.	PM	Au CCTP lot 11 §3.6, il est prévu les attentes électriques suivantes dans la cuisine : - Four 20 kW - Plaque de cuisson 4 foyers 10 kW Soit une puissance totale éventuelle supérieure à 20 kW. La fourniture et la pose des appareils de cuisson et/ou de réchauffage sont hors marché de travaux.
	<b>Section I – Dispositions Générales</b>		
GC 2	Documents à fournir.	HM	A la charge du Maître d'Ouvrage.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
GC 3	Conformité des appareils de cuisson et de remise en température.	HM	Pour information les appareils de cuisson et/ou de réchauffage doivent comporter le marquage CE. Fourniture et pose des appareils hors marché de travaux.
GC 4	<b>Dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie des appareils de cuisson et des appareils de remise en température.</b>		
GC 4	Dispositif d'arrêt d'urgence électrique des appareils de cuisson ( ne coupant ni éclairage ni ventilation contribuant à l'évacuation des fumées)	AF	
GC 4	Dispositif d'arrêt d'urgence combustible gazeux, liquide, vapeur.	SO	
GC 5	Règles générales d'installation des appareils.	HM	
GC 6	Dispositions complémentaires.	SO	
GC 7	Production d'eau chaude sanitaire.	SO	
<b>Section II - Grandes Cuisines</b>			
GC 9	<b>Conditions d'isolement.</b>		
GC 9§1-2	Isolement.	AF	Local prévu coupe feu 1h et porte 1/2h avec ferme porte  <b>SEI :</b> <b>Au-dessus de 20 kW de puissance installée dans la cuisine, ce local doit comporter un système de ventilation permettant l'amenée d'air et l'évacuation des buées et des graisses, et présentant les caractéristiques suivantes :</b> <b>- Les hottes ou les dispositifs de captation sont placés au-dessus des appareils de cuisson et construits en matériaux classés M0 ou A2-sI, d0 ;</b> <b>- Les conduits d'évacuation doivent être métalliques et rigides ;</b> <b>- A l'intérieur du bâtiment et en dehors du volume de la grande cuisine, les conduits et leur gaine éventuelle doivent assurer un degré coupe-feu de traversée équivalent au degré coupe-feu des parois traversées avec un minimum de 60 minutes ou EI 60 (i↔o) ;</b> <b>- Les hottes ou les dispositifs de captation doivent comporter des éléments permettant de retenir les graisses et pouvant être facilement nettoyés et remplacés.</b> <b>A préciser.</b> <b><u>Réponse 05/02/2025 : Il n'est pas prévu d'installation de matériels au projet, le Maître d'ouvrage devra respecter les règles de sécurité en vigueur (article GC10).</u></b> <b><u>La cuisine créée n'est pas prévue pour recevoir des installations supérieures à 20 kW, si cela devient le cas, le maître d'ouvrage devra respecter le paragraphe ci-dessus.</u></b> <b><u>Nous attester la prise en compte de ces éléments par le maître d'ouvrage.</u></b>
GC 9§3	Portes à fermeture automatique.	AF	
GC 10	Ventilation des grandes cuisines isolées.	<b>AS</b>	
GC 11	Ventilation des grandes cuisines ouvertes.	SO	
GC 12 - GC 14	<b>Section III – Offices de remise en température</b>	SO	
GC 15 - GC17-h	<b>Section IV – Ilots de cuisson installés dans les salles de restauration</b>	SO	
GC 18 - GC 18-h	<b>Section V – Modules ou conteneurs spécialisés.</b>	SO	
GC 19 - GC 20	<b>Section VI – Appareils installés dans les locaux accessibles ou non au public.</b>	SO	
<b>Section VII – Entretien et vérifications.</b>			
GC 21	Entretien.	HM	A la charge de l'exploitant. Société Bureau Alpes Contrôles pendant la construction. A respecter en exploitation.
GC 22	Vérifications techniques.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Chapitre XI - Moyens de secours contre l'incendie</b>		
	<b>section I - Généralités</b>		
MS 1	Différents moyens de secours.	PM	A la charge du Maître d'Ouvrage.
MS 2	Dispositions particulières.	PM	
MS 3	Documents à fournir.	HM	
	<b>Section II - Moyens d'Extinction</b>		
MS 4	Différents moyens d'extinction.	PM	
MS 5 - MS 7	Sous-section 1 - Bouches et poteaux d'incendie privés et points d'eau	HM	
MS 8 - MS 13	Sous-section 2 - Branchements et canalisations	HM	
MS 14 - MS 17	Sous-section 3 - Robinets d'incendie armés	SO	
MS 18 - MS 21	Sous-section 4 - Colonnes sèches	SO	
MS 22 - MS 24	Sous-section 5 - Colonnes en charge (dites colonnes humides)	SO	
MS 25 - MS 30	Sous-section 6 - Installations d'extinction automatique ou à commande manuelle	SO	
MS 31 - MS 34	Sous-section 7 - Déversoirs ponctuels	SO	
MS 35 - MS 37	Sous-section 8 - Eléments de construction irrigués	SO	
	Sous-section 9 - Appareils mobiles et moyens divers		
MS 38	Caractéristiques.	PM	
MS 39	Emplacement.	PM	
MS 40	Moyens divers.	PM	
	<b>Section III - Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers</b>		
MS 41	Affichage du plan de l'établissement.	PM	
MS 42	Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers.	PM	
MS 43	Tours d'incendie.	SO	
MS 44	Trémies d'attaque.	SO	
	<b>Section IV - Service de Sécurité d'Incendie</b>		
MS 45	Généralités.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 46	Composition et missions du service.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 47	Consignes.	PM	
MS 48	Formation et qualification du personnel du service de sécurité incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 49	Service assuré par des sapeurs-pompiers.	HM	A la charge des services de sécurité.
MS 50	Poste de sécurité.	PM	
MS 51	Exercices d'instruction.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 52	Présence de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>section V - Système de Sécurité Incendie (S.S.I)</b>		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
MS 53	Objet.	AF	L'établissement est classé en ERP de 4ème catégorie avec une activité de type L, il sera donc installé une alarme de type 4. Il est précisé au CCTP :  <i>Le présent devra prévoir la fourniture, la pose et les raccordements suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (rouge) implantés près de chaque issue d'évacuation ou de secours</li> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (vert) implantés près de chaque issue tenu verrouillée</li> <li>• Les sirènes incendies seront reliés à la fonction évacuation</li> <li>• Des avertisseurs lumineux implantés en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.</li> <li>• Les avertisseurs sonores seront implantés de façon à être audible en tous points du bâtiment</li> </ul>
MS 54	Zones : terminologie.	PM	
MS 56	Sous-section 1 - Systèmes de détection incendie Principes généraux.	PM	L'établissement est classé en ERP de 4ème catégorie avec une activité de type L, il sera donc installé une alarme de type 4. Il est précisé au CCTP :  <i>Le présent devra prévoir la fourniture, la pose et les raccordements suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (rouge) implantés près de chaque issue d'évacuation ou de secours</li> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (vert) implantés près de chaque issue tenu verrouillée</li> <li>• Les sirènes incendies seront reliés à la fonction évacuation</li> <li>• Des avertisseurs lumineux implantés en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.</li> <li>• Les avertisseurs sonores seront implantés de façon à être audible en tous points du bâtiment</li> </ul>
MS 57	Contraintes liées au système de détection incendie.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 58	Obligations de l'installateur et de l'exploitant.		
	Sous-section 3 - Système d'alarme		
MS 61	Terminologie.	PM	
MS 62	Classement.	AF	L'établissement est classé en ERP de 4ème catégorie avec une activité de type L, il sera donc installé une alarme de type 4. Il est précisé au CCTP :  <i>Le présent devra prévoir la fourniture, la pose et les raccordements suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (rouge) implantés près de chaque issue d'évacuation ou de secours</li> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (vert) implantés près de chaque issue tenu verrouillée</li> <li>• Les sirènes incendies seront reliés à la fonction évacuation</li> <li>• Des avertisseurs lumineux implantés en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.</li> <li>• Les avertisseurs sonores seront implantés de façon à être audible en tous points du bâtiment</li> </ul>
MS 64	Principes généraux d'alarme.	PM	L'établissement est classé en ERP de 4ème catégorie avec une activité de type L, il sera donc installé une alarme de type 4. Il est précisé au CCTP :  <i>Le présent devra prévoir la fourniture, la pose et les raccordements suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (rouge) implantés près de chaque issue d'évacuation ou de secours</li> <li>• Des déclencheurs manuels du type bris de glace (vert) implantés près de chaque issue tenu verrouillée</li> <li>• Les sirènes incendies seront reliés à la fonction évacuation</li> <li>• Des avertisseurs lumineux implantés en tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément.</li> <li>• Les avertisseurs sonores seront implantés de façon à être audible en tous points du bâtiment</li> </ul>
MS 65	Conditions générales d'installation.	PM	
MS 67	Conditions d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Sous-section 4 - Entretien et consignes d'exploitation		
MS 68	Entretien.	HM	A respecter par l'exploitant.
MS 69	Consignes d'exploitation.	HM	A respecter par l'exploitant.
	<b>Section VI - Système d'Alerte</b>		
MS 70	Définition, règles générales.	HM	A la charge de l'exploitant qui a fait le choix d'opter pour l'utilisation d'un téléphone portable appartenant au public ou à un membre du personnel pour donner l'alerte.
	<b>Section VII - Entretien, Vérifications et Contrôles</b>		
MS 72	Entretien et signalisation.	PM	
MS 73	Vérifications techniques.	PM	
MS 74	Contrôles.	HM	Concerne l'exploitant.
MS 75	Autres obligations de l'exploitant.	HM	A respecter par l'exploitant.



## VIII.7 - Sécurité des personnes dans les constructions - type L (\*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p><b>Chapitre 1er - Etablissements du Type L (Salles à usage d'Audition, de Conférences, de Réunions, de Spectacles ou à usages Multiples)</b></p> <p><b>Sous chapitre I - Mesures applicables à tous les établissements</b></p> <p><b>Section I - Généralités</b></p> <p>L1 Etablissements assujettis</p> <p>L2 Promenoirs, bergeries</p> <p>L3 Calcul de l'effectif</p> <p>L4 Parc de stationnement couvert</p> <p>L5 Plans</p> <p><b>Section II - Construction</b></p> <p>L6 Conception de la distribution intérieure</p> <p>L7 Enfouissement</p> <p>L8 Locaux à risques particuliers</p> <p>L9 Petites salles d'exposition ouvrant sur un hall</p> <p><b>Section III - Dégagements</b></p> <p>L10 Sorties</p> <p>L11 Equipements particuliers</p> <p><b>Section IV – Chauffage et Ventilation</b></p> <p>L12 Domaine d'application</p> <p><b>Section V - Installations Electriques</b></p> <p>L13 <b>Dispositif de réglage des lumières et de la sonorisation</b></p> <p>L13§1 Pupitre et organes de puissance</p> <p>L13§2 Résistance au feu des parois et portes du local de service électrique pour organes de puissance.</p> <p>L13§2 Ventilation du local de service électrique pour organes de puissance</p> <p>L13§2 Organes de puissance hors local de service électrique</p> <p>L13§3 Pupitre en cabine de projection</p> <p>L13§4 Pupitres et organes de puissance en bloc-scène</p> <p>L13§5 Installations semi- permanentes</p> <p><b>Section VI - Moyens de secours</b></p> <p>L14 Service de sécurité incendie</p> <p>L15 Système de sécurité incendie</p>		<p>Arrêté du 05/02/2007, modifié par l'arrêté du 30/10/2023 et précédents.</p> <p>Salle des fêtes (salle polyvalente)</p> <p>Cf « Classement et référentiel »</p> <p>Article L8 :            - un local unique de plus de 50 m<sup>3</sup> à usage de dépôt de matériel =&gt; (local à risque important)            - les locaux à usage de dépôt de matériel =&gt; (local à risque moyen)</p> <p>Le local de stockage est considéré comme un local à risque important (paroi de degré CF2h et SAS CF1h et double porte CF1/2h avec ferme porte).</p> <p>A respecter par l'exploitant ( y compris en établissement existant à compter du 22/06/2008)</p>

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
L16 L17	Système d'alarme Système d'alerte	AF HM	voir article MS correspondant A la charge de l'exploitant qui a fait le choix d'opter pour l'utilisation d'un téléphone portable appartenant au public ou à un membre du personnel.
	<b>Sous chapitre II - Mesures applicables aux salles</b>		
	<b>Section I - Généralités</b>		
L18	Terminologie	PM	
L19	Installations particulières	HM	
L20 - L25	<b>Section II - Dégagements</b>	SO	
L26 - L29	<b>Section III - Aménagements</b>	SO	
L30L30	<b>Section IV - Désenfumage</b>	HM	désenfumage existant remplacé mais non obligatoire réglementairement (surface de salle <300m²)
	<b>Section V – Chauffage Et Gaz</b>		
L31	Domaine d'application	SO	
	<b>Section VI - Eclairage</b>		
L32	Eclairage normal et éclairage scénique		
L33	Eclairage de sécurité		
L34	Eclairage d'ambiance		
	<b>Section VII - Moyens de Secours</b>		
L35	Moyens d'extinction	PM	
L36 - L48	<b>Sous chapitre III - Mesures applicables aux installations de projection et aux équipements techniques de régie</b>	SO	
L49 - L79	<b>Sous chapitre IV - Mesures applicables aux espaces scéniques</b>	SO	
L80 - L85§5	<b>Sous chapitre V - Mesures applicables aux locaux annexes</b>	SO	

## VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (\*)

### REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

**DU 25 JUIN 1980**

**ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990**

**applicables aux établissements recevant du public**

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R.4216-16 et R.4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Sécurité des occupants</b>		
NF P01-012 - NF E85-015	<b>Implantation et géométrie des garde- corps</b>	SO	absence de garde corps
DTU 39-P5	<b>Vitrerie-Miroiterie : caractéristiques de sécurité</b>		
<b>Chapitre 4</b>	<b>Protection contre les chutes</b> - Façades : allèges et parois vitrées - Garde-corps		
<b>Chapitre 5</b>	<b>Risque de blessure en cas de heurt</b> - Caractéristiques des portes, portes fenêtres, et parties attenantes, impostes - Visualisation	PM AF	
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages situés en zone sismique</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission PS si celle-ci nous a été confiée
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vitrages exposés aux risques de cyclones</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
<b>PPRN</b>	<b>Vitrages exposés aux risques d'avalanches</b>	HM	Contrôle non compris dans le cadre de la mission SEI. Voir le rapport spécifique de la mission RNT si celle-ci nous a été confiée et vise ce risque.
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	<b>Section I Caractéristiques des bâtiments</b>		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	PM	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
<b>R4214-9 - R4214-17</b>	<b>Section 2 Voies de circulation et accès</b>	SO	
<b>R4214-18 - R4214-21</b>	<b>Section 3 : Quais et rampes de déchargement</b>	SO	
<b>R4214-22 à 25</b>	<b>Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail</b>	HM	
<b>R4214-26 à 28</b>	<b>Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés</b>	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.		
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	Comptage tarif à puissance limité existant non modifié. Régime de neutre TT.
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
	<b>Section 1 Dispositions générales</b>		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO	accès sur l'extérieure
R4216-3	Isolement des Tiers	PM	
R4216-4	Détermination de l'effectif	SO	absence de personnel dans le calcul de l'effectif
<b>R4216-13 - R4216-16</b>	<b>Section 3 Désenfumage</b>	SO	
	<b>Section 4 Chauffage des Locaux</b>		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	PM	
R4227-16	Combustibles liquides	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-18	Installations des appareils	AF	
R4227-19	Alimentation des appareils	SO	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	SO	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	SO	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	AF	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	PM	
<b>R4216-21-1 - R4216-23</b>	<b>Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables</b>	SO	
<b>R4216-24 - R4216-29</b>	<b>Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	
	<b>Section 8 – Prévention des explosions</b>		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	<b>Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative</b>		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
<b>Art. 1 - Art. 9</b>	<b>Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol</b>	SO	
<b>Art.10 - Art.15</b>	<b>Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 &amp; 2 du Code du travail</b>	SO	
Arrêté du 23/06/1978	<b>Installations de Chauffage</b>	SO	
Arrêté du 21/03/1968	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides</b>	HM	
Arrêté du 01/072004	<b>Installations de Stockage Produits petroliers</b>	HM	Cuve fioul existante déposée

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 30/07/19 79	<b>Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés</b>	SO	
Arrêté du 23/02/20 18	<b>Installations de Gaz</b>	SO	
Arrêté du 22/10/19 69	<b>Conduits de Fumée</b>	SO	
D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12- D. 2-4- 26 D.18- 1-43 D.13-12-	<b>APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR</b>	SO	